

La fin et les moyens

Les trois principaux articles de ce numéro, chacun à sa manière, traitent en vérité d'un même problème : celui du pouvoir sans précédent que nous confèrent les progrès de la science et de la technologie (en l'occurrence celui des biotechnologies) et celui de leurs usages qui dépendent des finalités que nous poursuivons (notre conception du futur souhaitable) et du bon fonctionnement des instances publiques de régulation et de pilotage (donc, de la décision publique). En bref, de la maîtrise des hommes sur leur destin et du défi lié à l'accroissement de leur puissance en même temps qu'au déficit du sens ou à l'absence de projet collectif.

Commençons par les moyens. Guy Paillotin montre ici quel est l'essor considérable des biotechnologies et leurs applications potentielles dans l'agriculture. Fascinantes et effrayantes apparaissent ainsi, en ce domaine comme dans beaucoup d'autres, les capacités que pourraient avoir les hommes de manipuler les gènes pour le meilleur comme pour le pire : d'un côté, la création d'organismes transgéniques (OGM) permettant d'améliorer les rendements agricoles tout en diminuant les entrants chimiques et, donc, de promouvoir une agriculture plus respectueuse de l'écosystème ; de l'autre, la redoutable tentation de jouer aux apprentis-sorciers et de détruire la

biodiversité au profit d'espèces artificielles dont on découvrira peut-être demain qu'elles comportent des effets pervers aujourd'hui insoupçonnés.

Quelle que soit la fascination qu'exercent tout naturellement ces progrès, particulièrement parmi la population des scientifiques dont la vocation est d'aller toujours de l'avant « sans se mêler de théologie, de métaphysique, de morale ou de politique » (voir l'article de Jean-Jacques Salomon « Le clonage humain : où est la limite ? » in Futuribles n° 221, juillet 1997), force est de s'interroger sur les bienfaits et les méfaits directs ou indirects, immédiats et à moyen et long terme de ces pratiques. De reconnaître au fond le bien-fondé de la célèbre formule de Bertrand Russel observant, voici longtemps déjà, que « la science a fait de nous des dieux avant même que nous méritions d'être des hommes ».

Être des hommes, c'est ce à quoi nous invite Chantal Lebrun qui dénonce le caractère insensé de certaines évolutions actuelles et nous invite à dépasser le stade de « dépendance passive » auquel nous serions restés, à faire notre deuil de la foi jadis accordée au progrès et à la raison, pour devenir pleinement « sujets » et réhabiliter la notion de désir qui, seule, nous confèrera la force d'être

vraiment artisans et non victimes du futur.

Passant ainsi du registre des moyens à celui des fins, elle nous invite à une réflexion sur la crise du sens, nous incitant nous-mêmes à concevoir un avenir désirable qui nous confèrera l'énergie nécessaire pour le construire à partir, non pas d'une fuite en avant dans le perfectionnement de nos moyens, mais des tendances lourdes (y compris celles de la science et de la technologie), de nos valeurs profondes et d'une part de rêve et de passion.

Cette métamorphose de l'individu apparaît en définitive comme un préalable au renouveau du débat démocratique qu'appelle de ses vœux Jean-Paul Bailly qui, constatant la panne du processus décisionnel français — et particulièrement de l'État dans son rôle de stratège, garant du bien commun —, met aussi le doigt sur le risque de dérive technicienne qui résulterait d'un pouvoir sans partage des savants.

Outre le plaidoyer vibrant qu'il nous livre en faveur d'une prospective renouvelée, véritable instrument d'intelligence collective, il insiste sur le nécessaire renouveau d'un débat public de qualité qui, portant sur les vrais enjeux, serait le préalable à une transformation en profondeur de la

décision publique et une condition de son appropriation collective.

Qu'il s'agisse, comme aujourd'hui, des applications des biotechnologies en agriculture, ou des progrès de la génétique et de ses applications à l'espèce humaine, qu'il s'agisse du progrès des techniques ou, plus généralement, des usages les plus divers pouvant en être faits, ces questions sont bien trop graves pour que l'on en laisse la responsabilité aux seules instances publiques ou scientifiques qui monopolisent le pouvoir ou le savoir, a fortiori aux comités des sages ou autres instances telles que les comités d'éthique dont la légitimité et l'efficacité — quel que soit leur caractère salutaire — ne sauraient faire illusion, surtout lorsqu'il s'agit d'opposer des déclarations de principe à l'encontre de pratiques dictées par des intérêts commerciaux majeurs.

On retrouve ici toute la problématique de l'évaluation des choix technologiques et des politiques publiques, évaluation qui, à défaut d'objectifs à long terme clairement énoncés, est réalisée à l'aune éminemment réductrice du seul calcul économique qui — on le sait bien — sacrifie volontiers la prise en compte du long terme au seul bénéfice des avantages immédiats.

Hugues de Jouvenel